MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

# BRÈVES ÉCONOMIQUES
# Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

**Une publication du Service Economique Régional de Mexico**
En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama
Semaine du 5 novembre 2026

## La croissance du PIB surprend à la hausse au T3, à +0,9 % en g.t., confirmant le rebond observé au T2 (+1,4 % g.t., après -0,3 % au T1).

**LE CHIFFRE A RETENIR**

**+0,9 %**

Estimation préliminaire du PIB
en g.t.
T3 2026
INEGI

Elle est portée par les activités tertiaires (+1,1 % g.t.) et secondaires (+0,8 %), malgré un léger repli des activités primaires (-0,4 %), essentiellement dû à des facteurs climatiques. Ce dynamisme s'explique par le maintien de la consommation intérieure à un niveau élevé, par de très bonnes performances à l'export, avec un record de 81,4 Md USD en juillet, tiré notamment par le boom de l'IA aux États-Unis, ainsi que la reprise de l'investissement (+6,1 % g.a. en août). En g.a., la croissance s'établit à +3,2 %, son plus haut niveau depuis trois ans.

L'acquis de croissance, très faible à l'issue du T1 (+0,3 %), s'établit désormais à +1,8 %. Même en cas de stagnation au T4, la croissance 2026 dépasserait ainsi les prévisions d'octobre du FMI, de l'OCDE et de Banxico (+1,5 %). À la suite de cette publication, les analystes des enquêtes Banxico et Citi ont relevé cette semaine leurs prévisions pour 2026, de +1,4 % à +1,6 % et +1,8 % respectivement, et pour 2027, de +1,8 % à +1,9 %.

# Mexique

## Conjoncture macroéconomique

**En abaissant contre toute attente son taux directeur de 25 pb à 6,25 %, Banxico a ramené le différentiel de taux avec la Fed à un nouveau plus bas historique de 225 pb, entraînant une dépréciation immédiate du peso (-1,0 % sur la journée).** Cette décision a été prise lors d'un vote partagé (3 voix contre 2) ce 5 novembre, et est présentée comme un « ajustement ponctuel ». Le Conseil estime que le processus de désinflation se poursuit, et que compte tenu des capacités inutilisées, la répercussion de la dépréciation du peso sur les prix resterait limitée. Cette baisse surprend au regard de l'inflation, repartie à la hausse depuis deux mois et dont les anticipations de long terme restent au-dessus de la cible (3 % ± 1 point). L'inflation globale a atteint +3,45 % en septembre (+3,62 % première quinzaine d'octobre), tirée par la composante non sous-jacente (de +0,29 % en juillet à +2,45 % en septembre) sous l'effet des prix alimentaires. L'inflation sous-jacente bien qu'en baisse continue depuis janvier (+4,52 %), reste élevée à +3,75 %. Banxico a d'ailleurs relevé sa prévision pour le T4 2026 de 3,5 % à 3,7 %, ne prévoit une convergence vers la cible qu'au T4 2027, et juge la balance des risques orientée à la hausse. Elle surprend d'autant plus que, depuis la hausse de taux de la Fed du 16 septembre (3,75-4,00 %), qui avait ramené le différentiel à 250 pb, le peso s'était fortement déprécié, jusqu'à 8,6 % fin octobre. Après un bref rebond à la suite des élections de mi-mandat américaines, il a de nouveau reculé après l'annonce, clôturant à 18,75 MXN/USD contre 18,57 la veille, après un plus bas intrajournalier de 18,96, inédit depuis août 2025. Banxico a assorti cette baisse d'un ton restrictif, en indiquant vouloir maintenir son taux à ce niveau pendant une période prolongée, le jugeant adapté à la convergence de l'inflation et aux chocs extérieurs. Ses prochaines décisions dépendront de la répercussion du change sur les prix, des capacités inutilisées et des anticipations d'inflation. La dépréciation du peso pourrait toutefois s'accentuer si les marchés anticipaient plus fortement une nouvelle hausse de la Fed en décembre, qui réduirait encore le différentiel de taux.

**Saluée par les marchés américains, la victoire des démocrates a suscité des réactions plus modérées au Mexique le 4 novembre, fortes sur la mezcla (- 9,5 %), mais plus limitées sur le peso (+1,1%) et en Bourse (+0,9 %).** Portée par la baisse des cours mondiaux, la mezcla mexicaine a connu la plus forte variation. Elle a reculé de - 9,52 % sur la journée du 4 novembre, à 81,7 USD/b, soit une baisse de - 21,6 % en une semaine (104,2 USD/b), une partie de ce recul ayant pu anticiper la victoire des démocrates. Cette trajectoire suit celle des cours mondiaux, dans la perspective

qu'un contrepoids accru au Congrès renforce la pression sur l'administration Trump pour trouver un accord avec l'Iran sur le détroit d'Ormuz. Le Brent a ainsi chuté de 8,55 %, à 94,74 USD/b, et le West Texas Intermediate (WTI) a perdu 8,23 %, à 88,18 USD/b. Le panier de référence de l'OPEP (ORB) a quant à lui diminué de 3,0 % sur la journée, à 96,9 USD/b, et de 15,6 % en une semaine. Sur les marchés financiers, le peso s'est apprécié à 18,57 MXN/USD à la clôture et le rendement des obligations souveraines mexicaines à 10 ans a reculé de 11 pb, à 9,14 %. L'indice S&P/BMV IPC a progressé bien moins que le Dow Jones (+3,03 %), le S&P 500 (+1,58 %) et le Nasdaq (+1,44 %), avant de reculer de 0,5 % dans la matinée du 5 novembre.

**La dynamique des transferts de fonds des migrants vers le Mexique (remesas) se redresse en septembre (+1,6 % g.a.), tandis que leur pouvoir d'achat poursuit sa baisse.** Selon la Banque centrale du Mexique (Banxico), les transferts ont atteint 5,36 Md USD en septembre, renouant avec la croissance en g.a. après une contraction de –3,6 % g.a. en août. Ce rebond masque toutefois une deuxième baisse mensuelle (–1,7 %), ramenant les transferts à leur plus bas niveau depuis avril. Sur les neuf premiers mois de 2026, les transferts totalisent ainsi 47,2 Md USD (+2,1 % g.a.), témoignant d'une reprise modérée après leur contraction de –3,9 % sur l'ensemble de 2025. D'après Goldman Sachs, leur pouvoir d'achat, corrigé de l'inflation et des variations du taux de change, recule de –9,1 % en g.a. en septembre, enregistrant un seizième mois consécutif de baisse. La dépréciation du peso en septembre n'a pas suffi à compenser les effets de son appréciation sur un an et de l'inflation. Selon BBVA Research, la volatilité récente des transferts s'explique notamment par le durcissement de la politique migratoire américaine, les fluctuations du peso et la situation de l'emploi des migrants mexicains aux États-Unis. BBVA Research anticipe néanmoins une hausse des transferts de +2,6 % en 2026 (64,1 Md USD), puis de +4,1 % en 2027 (66,7 Md USD), portée par la résilience de l'économie américaine, l'amélioration attendue du marché du travail et l'hypothèse d'un assouplissement de la politique migratoire américaine.

## Sectoriel

**Déjà en forte hausse depuis 2021, la part des marques chinoises dans les ventes automobiles au Mexique pourrait presque doubler pour atteindre 30 % d'ici 2030**, selon une étude de Mobility Global. Sur les neuf premiers mois de 2026, ces marques ont vendu 130 500 véhicules (+28 % g.a.), alors que le marché total n'a progressé que de 5 %, à 1,14 million d'unités. Leur part de marché est ainsi passée de 2,1 % en 2021 à 11,4 % en 2026 selon les données de l'INEGI et atteindrait 17 % en incluant les marques qui ne déclarent pas leurs ventes comme BYD, GAC ou Chirey, selon les estimations de l'AMDA (Asociación Mexicana de Distribuidores de Automotores). La

marque Geely a contribué à la plus forte progression de l'année, avec des ventes presque triplées à 35 900 unités (12 800 un an plus tôt), derrière MG, qui reste en tête avec 40 300 unités. Selon Mobility Global, cette dynamique tient à une offre combinant prix compétitifs, designs modernes et disponibilité rapide des stocks. Le cabinet anticipe des ventes de 500 000 à 600 000 véhicules par an à l'horizon 2030, soit près d'un véhicule neuf sur trois, ce qui remettrait en cause les positions historiques des constructeurs traditionnels.

**La Commission fédérale de l'électricité (CFE) prévoit de signer ses premiers contrats mixtes de production électrique avec le secteur privé au premier trimestre 2027.** Selon Francisco Maldonado, directeur de la production de la CFE, 34 des 38 projets retenus lors du premier appel à propositions *(convocatoria)* ont franchi toutes les premières étapes contractuelles. La CFE finalise actuellement les différents contrats d'achat d'électricité (*Power Purchase Agreements*, PPA). Selon un expert du secteur, des divergences persistent cependant entre la CFE et le Centre national de contrôle de l'énergie (Cenace) concernant notamment l'évaluation des études de raccordement électrique. Il s'agirait actuellement du point le plus sensible des négociations. Ces projets représentent un montant total d'investissement de 10 Md USD et une capacité additionnelle supérieure à 7 000 MW, dont environ 4 800 MW de solaire photovoltaïque, le reste provenant principalement de l'éolien. Le représentant de la CFE a également annoncé à cette occasion que les 64 projets sélectionnés lors du deuxième appel à propositions feront l'objet d'évaluations techniques et économiques prochainement. La CFE espère finaliser leur contractualisation d'ici fin juin 2027, pour un démarrage des travaux au second semestre.

## Finances publiques

**Le Congrès mexicain a définitivement adopté la réforme de l'impôt sur le revenu (ISR) pour 2027, en introduisant des exemptions pour certains secteurs industriels.** La Chambre des députés a approuvé les modifications introduites par le Sénat, achevant ainsi l'examen parlementaire du volet fiscal du budget 2027. La réforme vise à élargir l'assiette fiscale et à renforcer la lutte contre l'évasion, notamment en encadrant davantage les déductions et l'imputation des pertes fiscales des entreprises réalisant plus de 50 M MXN (2,7 M USD) de revenus annuels. Les modifications apportées par le Congrès ont conduit à exclure de cette réforme certaines entreprises du secteur automobile ainsi que les distributeurs de carburants, afin de préserver leur compétitivité et de tenir compte des spécificités de leurs activités. Les entreprises maquiladoras (hors ventes sur le marché national) et les compagnies d'assurance, pour les opérations relevant de leur activité propre,

sont également exclues de ces restrictions, de même que d'autres catégories de contribuables visées à l'article 78-E de la LISR. La réforme prévoit par ailleurs des mesures de simplification pour les contribuables relevant du régime simplifié de confiance (Resico) et un renforcement des contrôles contre les abus de déductions et de pertes fiscales. Le texte a été transmis à l'Exécutif pour promulgation et publication au Journal officiel (DOF).

**À fin septembre, le déficit budgétaire mexicain s'établit à 52,0 Md USD[1] (968,5 Md MXN), soit 13,1 Md USD de moins que le programme, mais cette marge, qui tient à la sous-exécution des dépenses et non aux recettes, devrait largement se résorber d'ici la fin de l'année**. Il reste par ailleurs supérieur à son niveau de 2025 (42,3 Md USD). Les recettes (338,4 Md USD) sont inférieures de 12,9 Md USD au programme, en raison notamment des recettes pétrolières (-7,0 Md USD par rapport au programme) et fiscales (-6,6 Md USD). Elles reculent aussi de -2,8 % g.a. en termes réels, principalement à cause de l'apport exceptionnel de 13,6 Md USD à Pemex en septembre 2025, qui gonfle la base de comparaison, et de la baisse de l'ISR (- 5,3 % g.a.). Les dépenses (390,4 Md USD) sont inférieures de 25,9 Md USD au programme, dont 8,6 Md USD sur le coût financier et 7,3 Md USD sur l'investissement physique. Ce dernier (34,2 Md USD) progresse néanmoins de +8,0 % g.a. en termes réels, même si sa composante directe recule de -3,2 % g.a. La SHCP anticipe un rattrapage d'ici la fin de l'année : les dépenses programmables, inférieures de 15,3 Md USD au programme à fin septembre, ne le seraient plus que de 0,6 Md USD sur l'ensemble de 2026 en fin d'année. Le déficit annuel attendu (171,8 Md USD) ne serait ainsi inférieur que de 3,0 Md USD au programme. La SHCP maintient son objectif de RFSP à 4,1 % du PIB, contre 4,3 % en 2025, avec une dette au sens large attendue à 54,0 % du PIB, contre 52,6 % fin 2025.

**La réduction de la perte nette de Pemex à 2,1 Md USD[1] sur les neuf premiers mois de 2026 (contre 2,4 Md USD un an plus tôt) tient davantage à la hausse des cours mondiaux qu'à un redressement de la production, qui reste proche de ses plus bas historiques**. La mezcla (panier de référence des bruts mexicains à l'exportation) a progressé de 52,5 % depuis le début de l'année, à 81,7 USD/b au 4 novembre, après avoir dépassé à plusieurs reprises les 100 USD/b. Les ventes de Pemex ont ainsi augmenté de 17 % sur un an, à 73,2 Md USD, et son EBITDA de 49 %, à 20,7 Md USD. L'entreprise publique reste toutefois déficitaire pour la troisième année consécutive sur cette période. Sur le plan opérationnel, la production d'hydrocarbures liquides s'est établie à 1,65 M barils par jour (Mb/j) en moyenne depuis janvier, loin de l'objectif de 1,79 Mb/j fixé par le Plan stratégique pour 2026, et a reculé à 1,61 Mb/j en septembre, son deuxième plus bas niveau historique. Par ailleurs, la priorité

[1] Taux de change Banxico du 04/11/2026, 1 USD = 18,63 MXN

donnée au raffinage local (1,10 Mb/j en moyenne depuis janvier, +12,8 % sur un an) réduit les volumes exportables, alors même que les raffineries n'utilisent que 55 % de leurs capacités, contre 78 % visés par le Plan stratégique. Les exportations de brut ont ainsi chuté de 31,8 % g.a. en septembre, à 389 000 b/j, un plus bas historique. Les recettes correspondantes ont toutefois progressé de 2,4 % g.a., grâce à un prix à l'exportation de 91 USD/b en septembre, ce qui rend les résultats de Pemex plus dépendants des cours.

## Indicateurs bourse, change et pétrole

| Indicateurs | Variation hebdomadaire | Variation sur un an glissant | 04/11/2026 |
|---|---|---|---|
| Bourse (S&P/BMV IPC) | +2,4% | +13,5% | 70 820 points |
| Change MXN/USD | -0,2% | +0,1% | 18,63 |
| Change MXN/EUR | +0,9% | -2,0% | 20,97 |
| Prix du baril mexicain | -21,6% | +41,8% | 81,69 |

# Amérique centrale

## Bélize

**Le Premier ministre John Briceño a indiqué que le gouvernement s'opposerait à la demande de Belize Electricity Limited (BEL) visant à relever le plafond de son mécanisme d'ajustement du coût de l'électricité, susceptible d'entraîner une hausse des factures des consommateurs**. Cette demande s'explique par la persistance de prix élevés du diesel, qui n'ont pas diminué comme anticipé, et par les difficultés financières que le mécanisme actuel d'ajustement tarifaire, jugé trop lent, peut entraîner pour l'entreprise. Le gouvernement cherche plutôt à mobiliser les financements nécessaires pour permettre à BEL de maintenir ses services sans répercuter de coûts supplémentaires sur les consommateurs.

## Costa Rica

**La Banque centrale du Costa Rica (BCCR) révise à la baisse ses perspectives de croissance pour 2026 et 2027**. La BCCR a abaissé le 30 octobre ses prévisions de croissance à +3,2 % en 2026 et +3,3 % en 2027, contre respectivement +3,4 % et +3,5 % anticipés en juillet. Pour rappel, la croissance s'était établie à +4,6 % en 2025. Ce ralentissement serait le résultat d'une demande extérieure plus faible et d'une contraction du secteur manufacturier. La BCCR anticipe également un déficit budgétaire de 3,8 % du PIB et une dette publique de 62 % du PIB à fin 2026. L'inflation devrait quant à elle converger progressivement vers +2,7 % au second semestre 2027.

## El Salvador

**Les recettes d'exportation de café du Salvador ont progressé de +15,3 % sur un an entre janvier et septembre 2026, pour atteindre 181,4 M USD**. Cette hausse repose à la fois sur l'augmentation des volumes exportés (+3,9 %) et sur celle du prix moyen de vente, passé de 295,3 à 327,8 USD par quintal. Les volumes restent toutefois affectés par les conditions climatiques, avec un recul de la production depuis juin.

## Guatemala

**Le président Bernardo Arévalo a nommé Eddy Roberto Carpio Sam à la tête de la Banque centrale du Guatemala (Banguat) et de la Junta Monetaria pour un mandat**

**de quatre ans**. M. Carpio Sam dispose de plus de 25 ans d'expérience au sein de Banguat, dont il assure la direction générale depuis le 8 octobre. Il a également été membre du conseil d'administration de la Banque interaméricaine de développement (BID).

**La facture pétrolière du Guatemala a augmenté de +46,4 % sur un an entre janvier et septembre 2026, pour atteindre 4,85 Md USD, principalement sous l'effet de la hausse des prix internationaux des hydrocarbures**. Sur la période, les volumes importés ont progressé plus modérément (+5,8 %), à 41,28 millions de barils. Cette hausse intervient alors que les prix de référence à la pompe ont diminué de 1 GTQ par gallon début novembre, dans le cadre de l'exonération temporaire de TVA et de l'impôt sur la distribution des produits pétroliers (IDP), en vigueur jusqu'au 31 décembre 2026.

## Honduras

**Dans le cadre de la sixième et dernière revue de son programme économique, le FMI a examiné les avancées du Honduras dans la mise en place d'un registre centralisé des bénéficiaires effectifs des entreprises.** Présentée par la Commission nationale des banques et des assurances (CNBS), cette plateforme vise à faciliter l'identification des propriétaires et contrôleurs effectifs des sociétés et à renforcer la lutte contre le blanchiment de capitaux. Cette initiative contribue également à la préparation du pays à la cinquième évaluation mutuelle du GAFILAT.

## Nicaragua

**S&P Global Ratings a relevé la note souveraine du Nicaragua de B+ à BB-, en monnaie locale et étrangère, avec une perspective stable, en raison de l'amélioration des comptes publics et de la baisse de la dette publique.** La dette nette du gouvernement général est ainsi passée de 46 % à 25 % du PIB entre 2022 et 2025, période durant laquelle des excédents budgétaires ont été enregistrés. L'agence souligne également l'accumulation de réserves internationales, tout en pointant les risques liés aux incertitudes commerciales, au ralentissement des transferts de fonds des migrants et aux fragilités institutionnelles.

## Panama

**Le Panama a adopté son budget pour 2027 (35,1 Md USD), qui présente notamment +12 % d'investissements publics.** Le président Mulino a promulgué le 2 novembre le budget de l'Etat pour 2027, adopté par l'Assemblée nationale quelques jours avant.

D'un montant de 35,1 Md USD (+0,6 % par rapport au budget 2026 révisé), il prévoit une enveloppe record de 12,8 Md USD d'investissements publics (+12 %), soit 36,6 % du budget total, tandis que les dépenses de fonctionnement devraient diminuer de -5 %. Parmi les principales enveloppes figurent : plus de 1 Md USD pour la réhabilitation des routes, la construction de ponts et les voies de desserte rurales ; 874 M USD pour le métro de Panama ; plus de 300 M USD supplémentaires pour le téléphérique de San Miguelito ; près de 456 M USD pour les usines de potabilisation et les réseaux de distribution d'eau.

# Caraïbes

## Cuba

**Le peso cubain poursuit sa dépréciation sur le marché informel, où le dollar a franchi les 900 CUP et l'euro approche les 1 000 CUP le 3 novembre.** Le dollar enregistre ainsi 14 jours consécutifs de hausse, soit une progression de 25 CUP depuis la fin octobre. Les offres de vente oscillent entre 760 et 1 000 CUP, témoignant de la forte fragmentation du marché. L'euro se stabilise à 990 CUP, après une hausse de 30 CUP depuis la fin octobre (+3,1 %). Cette évolution s'inscrit dans un contexte de déséquilibre persistant entre l'offre et la demande de devises, marqué par la faiblesse du peso cubain et l'absence de référence stable sur le marché des changes informel.

**Le départ d'une nouvelle centrale flottante turque réduit les capacités de production électrique disponibles à Cuba.** La centrale flottante turque Erol Bey, d'une capacité de 63 MW, a définitivement quitté Cuba le 2 novembre. En avril dernier, le ministère cubain de l'Énergie et des Mines (MINEM) avait confirmé que seules deux unités de ce type restaient dans la capitale : la Belgin Sultan et l'Erol Bey, pour une capacité installée cumulée de 124 MW. Ces deux centrales avaient fonctionné pendant deux semaines grâce à l'approvisionnement en pétrole brut (100 000 tonnes) du pétrolier russe Anatoli Kolodkin, arrivé à Cuba fin mai. L'Erol Bey faisait partie des huit centrales flottantes louées par Cuba à la société turque Karadeniz Holding depuis 2019 pour alimenter le réseau électrique national (SEN). Leur capacité de production cumulée avait dépassé 400 MW.

## Haïti

**Le gouvernement haïtien prévoit de mobiliser près de 6 Md USD entre 2027 et 2032 pour moderniser le secteur électrique et porter le taux d'accès à l'électricité à 60 %.** Présentée par le ministère des Travaux publics, Transports et Communications (MTPTC), cette feuille de route prévoit 250 000 nouveaux raccordements, la création de six réseaux électriques et d'environ 50 mini-réseaux, ainsi que le déploiement de systèmes solaires autonomes dans les zones isolées. Elle vise également à réduire les pertes techniques et commerciales à moins de 35 %, contre plus de 60 % actuellement, selon la BID. Le secteur demeure marqué par des insuffisances structurelles, notamment les difficultés de l'entreprise publique Électricité d'Haïti (EDH) et les pénuries récurrentes de carburant. Selon la Banque mondiale, le taux d'accès à l'électricité atteignait 53,9 % en 2021, avec de fortes disparités territoriales. La modernisation du réseau constitue ainsi un enjeu majeur pour la compétitivité des entreprises, l'investissement et le redressement économique du pays.

## Jamaïque

**La NaRRA dévoile une première liste de projets prioritaires de reconstruction de 6 Md USD sur cinq ans.** La *National Reconstruction and Resilience Authority* (NaRRA), créée en juillet dernier pour accélérer la reconstruction après l'ouragan Melissa, a précisé fin octobre les contours d'un programme d'investissements estimé à 6 Md USD sur cinq ans. Présenté par son directeur général, Antony Anderson, ce portefeuille comprend notamment : la reconstruction de quatre hôpitaux (soit 1 370 lits) ; l'augmentation des capacités du barrage d'Hermitage et de la conduite d'eau de Yallahs ; la construction d'un port polyvalent à Yallahs ; la relocalisation de l'aérodrome de Tinson Pen ; la modernisation des réseaux d'assainissement du centre de Kingston et de l'aéroport Norman Manley ; la construction d'ouvrages de protection côtière sur 14,2 km à Palisadoes, etc. Certains de ces projets (les quatre hôpitaux et la protection côtière de Palisadoes) ont déjà reçu l'approbation du Cabinet jamaïcain (équivalent du Conseil des ministres).

**La Port Authority lance un appel d'offres pour les études de conception d'un port polyvalent à Yallahs et d'une marina à Lucea.** La *Port Authority of Jamaica* (PAJ) a publié le 3 novembre un appel d'offres international pour deux prestations d'ingénierie, réparties en lots : une étude de conception préliminaire d'un port polyvalent à Yallahs (paroisse de Saint-Thomas, au Sud-Est du pays) et une étude de sélection du site d'une future marina à Lucea (paroisse de Hanover, au nord-ouest). Cette consultation constitue la relance d'un appel d'offres publié en juillet dernier.

Les offres doivent être soumises avant le 18 novembre, pour une attribution le 15 janvier et une remise des études attendue le 26 février. Le montant du marché n'a pas été communiqué.

## République Dominicaine

**Fitch Ratings relève la note souveraine de la République dominicaine de BB– à BB, assortie d'une perspective stable, à deux échelons de la catégorie « investissement ».** Cette décision reflète la résilience économique du pays, la solidité de ses comptes extérieurs et les efforts de consolidation budgétaire, notamment les mesures fiscales adoptées en juin 2026. L'agence rehausse sa prévision de croissance pour 2026 de +3,5 % à +4,5 %, un rythme qui se maintiendrait en 2027-2028, porté par le tourisme, la construction et les exportations. Toutefois, plusieurs fragilités persistent : le paiement des intérêts représentait 21,9 % des recettes publiques en 2025, contre 11,9 % pour les pays comparables, tandis que les pertes du secteur électrique avoisinent 40 %. Le déficit budgétaire devrait atteindre 3,7 % du PIB en 2026 et la dette de l'administration centrale 47,9 % du PIB, contre 52,5 % pour les pays comparables. Une nouvelle amélioration de la notation dépendra notamment de la poursuite de la consolidation budgétaire et du renforcement des recettes publiques.

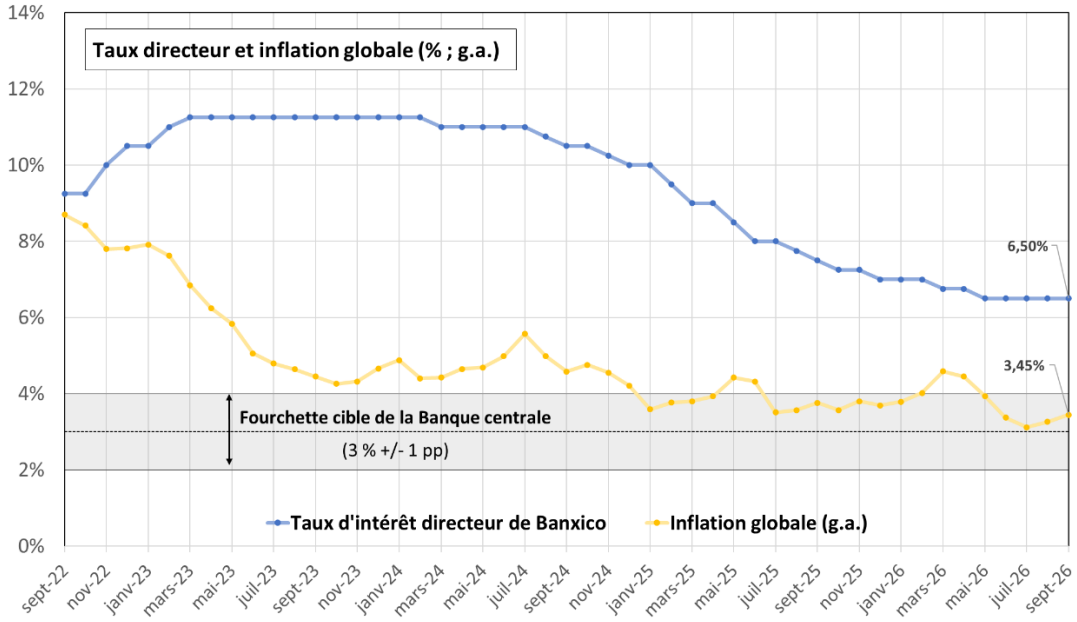
**Les exportations dominicaines vers Haïti progressent de +35 % en g.a. sur les neuf premiers mois de 2026, malgré la dégradation des conditions sécuritaires à la frontière**. Elles atteignent 812,4 M USD, soit une hausse de 213,1 M USD par rapport à la même période en 2025. Selon ProDominicana, près de 1 300 entreprises exportent vers Haïti, principalement des matériaux de construction (acier, ciment), des produits alimentaires et des biens de consommation courante. Le marché haïtien demeure ainsi un débouché important pour l'industrie dominicaine. Toutefois, l'insécurité croissante en Haïti perturbe les échanges frontaliers, notamment à Dajabón, et contraint les importateurs haïtiens à récupérer leurs marchandises à la frontière, augmentant les coûts logistiques. Les opérateurs signalent également une contraction de l'activité commerciale locale et la persistance de la contrebande, susceptible de peser sur les recettes douanières.

# Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

| Pays | Population (millions d'hab., 2025) | PIB nominal (Mds USD, 2025) | Croissance du PIB 2023 (% PIB, FMI) | Croissance du PIB 2024 (%, FMI) | Croissance du PIB 2025 (% , FMI) | Prévision FMI 2026 (% , prév FMI) | Dette publique (% PIB, 2026, prév FMI) | Inflation (2026, prév FMI) | Taux d'intérêt directeur |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Mexique | 134,4 | 1 835,0 | 3,1% | 1,5% | 0,5% | 1,5% | 62,1% | 3,8% | 6,50% |
| Belize | 0,4 | 3,3 | 0,5% | 3,5% | 2,6% | 1,9% | 64,6% | 3,5% | 2,25% |
| Costa Rica | 5,4 | 102,9 | 4,8% | 4,1% | 4,6% | 3,3% | 61,8% | -0,8% | 3,00% |
| Guatemala | 18,9 | 123,3 | 3,5% | 3,7% | 4,3% | 4,0% | 27,5% | 3,0% | 3,50% |
| Honduras | 11,2 | 39,6 | 3,6% | 3,6% | 4,9% | 3,3,% | 44,0% | 5,6% | 6,00% |
| Nicaragua | 6,8 | 22,2 | 4,4% | 3,6% | 4,9% | 3,8% | 31,7% | 3,5% | 5,75% |
| El Salvador | 6,4 | 36,7 | 3,4% | 2,6% | 3,9% | 4,5% | 85,0% | 2,7% | -- |
| Haïti | 12,7 | 32,1 | -1,9% | -4,2% | -2,7% | -1,7% | 10,5% | 21,5% | 11,50% |
| Jamaïque | 2,8 | 22,6 | 2,7% | -0,5% | 0,1% | 0,0% | 64,3% | 5,9% | 6,00% |
| Panama | 4,6 | 90,5 | 7,2% | 2,7% | 4,4% | 5,0% | 56,4% | 1,8% | -- |
| République Dominicaine | 11 | 127,9 | 2,2% | 5,0% | 2,1% | 4,6% | 57,2% | 5,1% | 5,50% |
| Cuba | 11 | 25,3 | 3,2 % (EIU) | -0,6 % (EIU) | -5,0 % (EIU) | -7,2 % (EIU) | 129,4 % (EIU) | 40,0 % (EIU) | -- |

Source : FMI, World Economic Outlook, Avril 2026 et Juillet 2026 pour la croissance du Mexique

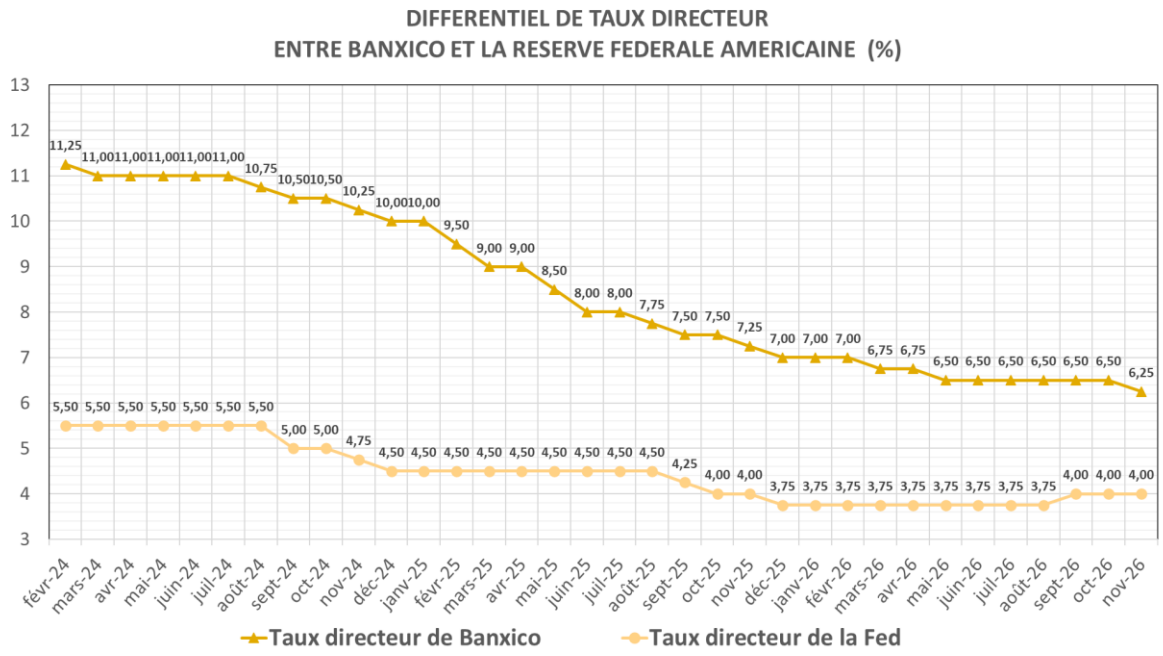
# - Annexe Graphique Mexique -



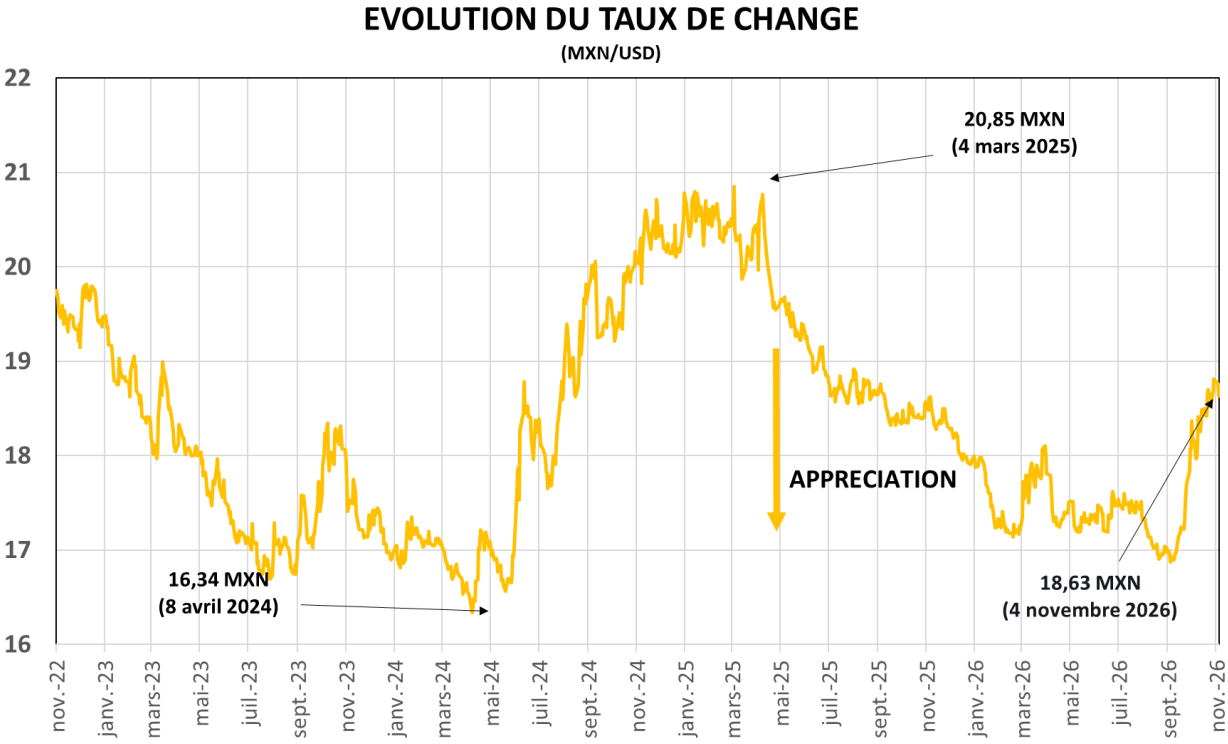

Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

| date | Taux directeur de Banxico | Taux directeur de la Fed | Différentiel (pdb) |
|---|---|---|---|
| févr-24 | 11,25 | 5,50 | 575 |
| mars-24 | 11,00 | 5,50 | 550 |
| avr-24 | 11,00 | 5,50 | 550 |
| mai-24 | 11,00 | 5,50 | 550 |
| juin-24 | 11,00 | 5,50 | 550 |
| juil-24 | 11,00 | 5,50 | 550 |
| août-24 | 10,75 | 5,50 | 525 |
| sept-24 | 10,50 | 5,00 | 550 |
| oct-24 | 10,50 | 5,00 | 550 |
| nov-24 | 10,25 | 4,75 | 550 |
| déc-24 | 10,00 | 4,50 | 550 |
| janv-25 | 10,00 | 4,50 | 550 |
| févr-25 | 9,50 | 4,50 | 500 |
| mars-25 | 9,00 | 4,50 | 450 |
| avr-25 | 9,00 | 4,50 | 450 |
| mai-25 | 8,50 | 4,50 | 400 |
| juin-25 | 8,00 | 4,50 | 350 |
| juil-25 | 8,00 | 4,50 | 350 |
| août-25 | 7,75 | 4,50 | 325 |
| sept-25 | 7,50 | 4,25 | 325 |
| oct-25 | 7,50 | 4,00 | 350 |
| nov-25 | 7,25 | 4,00 | 325 |
| déc-25 | 7,00 | 3,75 | 325 |
| janv-26 | 7,00 | 3,75 | 325 |
| févr-26 | 7,00 | 3,75 | 325 |
| mars-26 | 6,75 | 3,75 | 300 |
| avr-26 | 6,75 | 3,75 | 300 |
| mai-26 | 6,50 | 3,75 | 275 |
| juin-26 | 6,50 | 3,75 | 275 |
| juil-26 | 6,50 | 3,75 | 275 |
| août-26 | 6,50 | 3,75 | 275 |
| sept-26 | 6,50 | 4,00 | 250 |
| oct-26 | 6,50 | 4,00 | 250 |
| nov-26 | 6,25 | 4,00 | 225 |

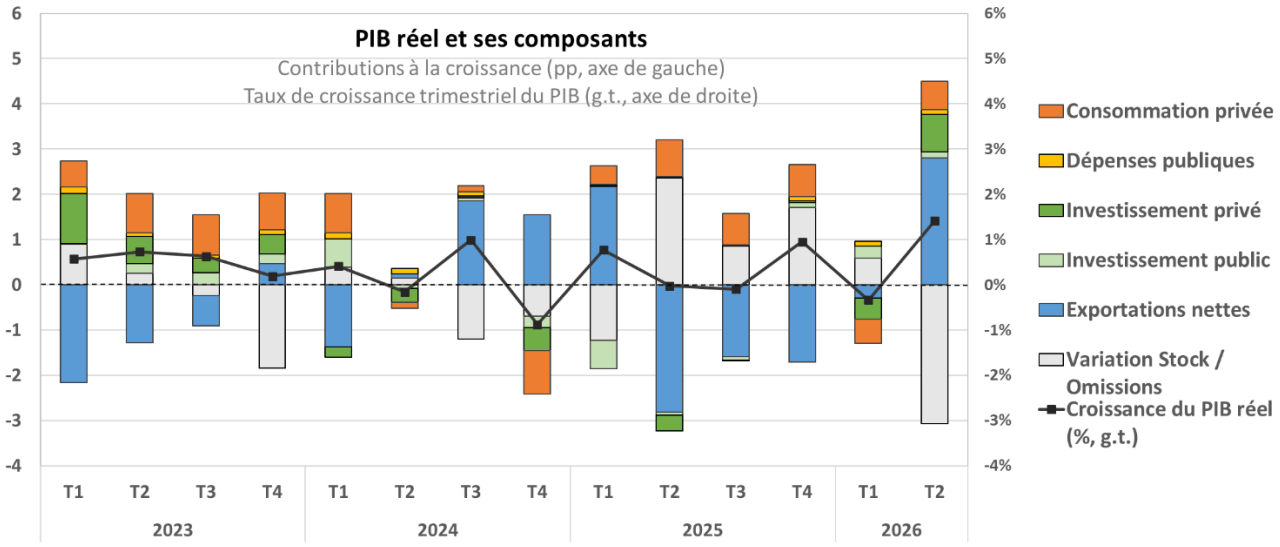
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



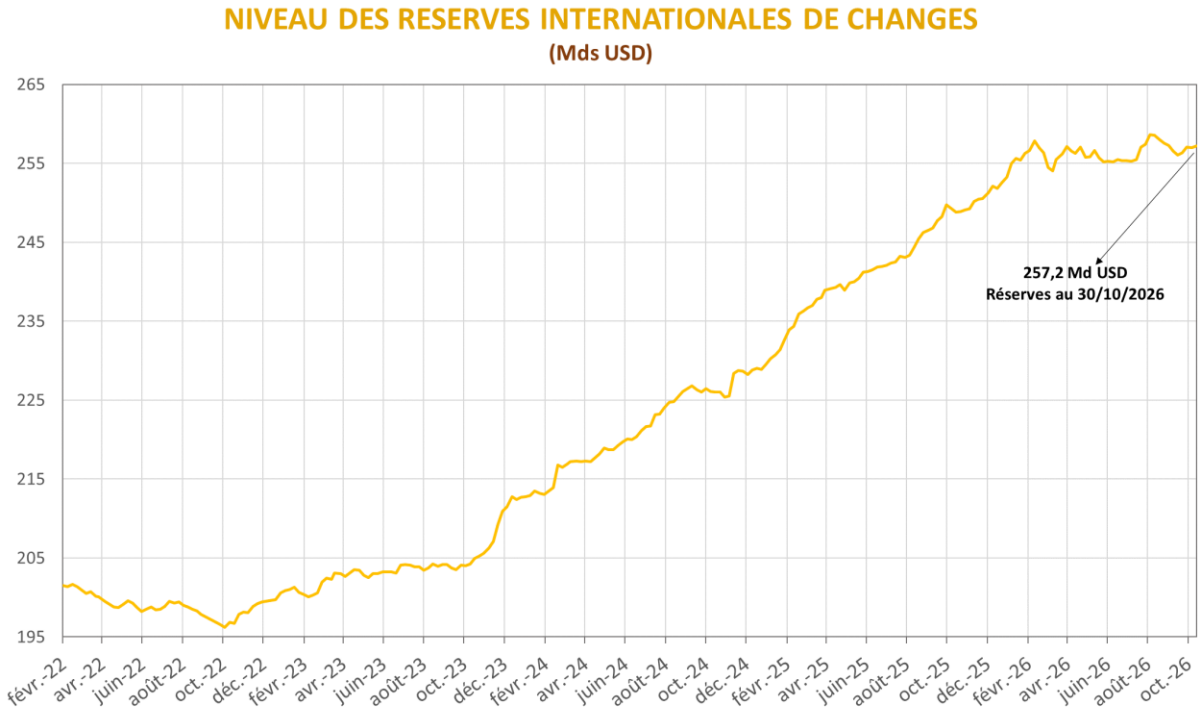

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine




Source : Banque centrale du Mexique




Source : Banque centrale du Mexique




Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr